

# La vraie question posée au référendum grec est la sortie de l'euro

Parti de l'émancipation du peuple (ex-MPEP)

29 juin  
2015



L'Assemblée nationale grecque, la Vouli, dans la nuit du samedi au dimanche 28 juin, a voté pour la tenue d'un référendum le 5 juillet. Elle a repris la proposition du Premier ministre Alexis Tsipras de demander au peuple grec de se prononcer sur les propositions de l'Union européenne et du FMI de poursuivre la destruction de la Grèce.

Le gouvernement grec, par cet acte politique de grande portée, met ainsi un terme aux tergiversations et reculs de ces derniers mois.

La pression populaire extérieure et celle de l'opposition interne au parti Syriza est parvenue à briser l'immobilisme du gouvernement grec. Ce dernier, par le vote aux élections législatives de janvier 2015, disposait déjà de toute la légitimité nécessaire pour stopper les plans imposés par la Troïka. Le référendum a ceci d'intéressant qu'il inverse le rapport de force. Alors que le Premier ministre était sur la défensive, c'est l'Union européenne et le FMI qui se trouvent en position difficile. Pour gagner le référendum, le gouvernement devra être beaucoup plus ferme et dynamique.

Car la véritable question qui sera posée sera celle du maintien ou de la sortie de la Grèce de la zone euro. En effet, si l'Union européenne et le FMI ne versent plus les prêts permettant la Grèce de rembourser sa dette, il ne sera pas possible de payer les fonctionnaires et les fournisseurs de l'État, ni d'assurer sa trésorerie et ses investissements. La seule solution sera donc de revenir à la drachme, afin d'utiliser la politique monétaire – comme à la Libération en France – pour redévelopper l'économie grecque.

La plus grande inquiétude concernant l'issue de ce référendum sera la capacité des Grecs à résister à l'avalanche de propagande haineuse qui commence à s'abattre sur le pays. L'offensive a commencé par l'exclusion de la Grèce de la réunion de l'eurogroupe. De fait, la Grèce se trouve exclue de la zone euro. Le gouvernement grec va-t-il en tirer toutes les conséquences ? Ce n'est pas certain, car jusqu'à présent Alexis Tsipras a multiplié les déclarations favorables à l'Union européenne et à l'euro. Il a même ajouté sa voix à ceux qui présentent la sortie de l'euro comme une apocalypse. Comment va-t-il réagir dans les quelques jours qui viennent, pour répondre à la Troïka et aux grands médias qui vont tenter d'affoler la population sur les conséquences d'une sortie de l'euro ?

La Troïka et le FMI tentent en réalité un coup d'État contre le gouvernement grec. Le lien doit être fait avec le référendum français de 2005 qui avait été suivi d'un coup d'État parlementaire en 2008, le traité constitutionnel européen ayant été remplacé par le traité de Lisbonne par un vote du congrès, annulant le référendum.

Tout le monde devrait l'avoir compris depuis le temps : l'essence de l'Union européenne est de détruire la souveraineté nationale. C'est, en effet, le meilleur moyen pour empêcher la mise en œuvre de toute politique favorable aux classes dominées.

Tous les peuples des pays membres de l'Union européenne attendent beaucoup du peuple grec. Il a dans les mains la possibilité d'enclencher un processus politique similaire à celui de la Révolution française de 1789. Son vote "non" peut susciter une dynamique d'espoir conduisant à des réactions en chaîne dans plusieurs pays pour sortir de l'euro et de l'Union européenne. Comme en 1789, qui avait vu le peuple devenir souverain à la place du monarque, il s'agit aujourd'hui de mettre le peuple, dans chaque pays, comme souverain à la place des oligarques européens et de Washington. Le Parti de l'émancipation du peuple (ex-M'PEP) soutient sans réserve le peuple grec dans cet affrontement historique. Il appelle tous les peuples de l'UE à ne pas laisser le peuple grec seul et à le soutenir dans ce combat.

Le Forum international contre l'Union européenne qui s'est tenu du 26 au 28 juin 2015 a lancé un appel à l'unité populaire pour le NON au référendum en Grèce. Non à l'austérité, à l'euro et à l'Union européenne, oui à la souveraineté nationale et populaire du peuple grec et pour la libération de tous les peuples enfermés dans le piège européen.

**M'PEP.** Athènes, le 28 juin 2015.

Par la délégation du Parti de l'émancipation du peuple (ex-MPEP\*) au Forum anti-union européenne d'Athènes (26 au 28 juin 2015).

La délégation : Valérie Coignard, Michèle Dessenne, Maurice Engrand, Benoît Martin, Jacques Nikonoff, Joel Périchaud, Michel Quinet.

»» <http://www.m-pep.org/La-vraie-question-posee-au-referendum-grec-est-la...>